

Curriculum vitae

Vincent Letellier – avocat

né le 20 juillet 1971

Titres universitaires

D.E.S. en droit de l'environnement	CEDRE (F.U.S.L.)	2000
Licencié en droit (option droit public)	U.C.L.	1997
Candidat en droit	F.U.S.L.	1994

Cours d'été

Diplômé de l'Académie internationale de droit constitutionnel (Tunis) 1997

Activité professionnelle principale

Avocat au barreau de Bruxelles (srl Vincent Letellier avocat)

respublica
avocats

rue Vanderlinden 35
1030 Bruxelles
tél. 02 703.03.00
mobile : 0477.20.61.91
courriel : v.letellier@res-publica.be
www.res-publica.be

activités dominantes : droit public (institutionnel et libertés publiques), droit administratif, droit de l'urbanisme et de l'environnement, fonction publique, expropriations, fiscalité locale

inscrit au barreau de Bruxelles depuis 2000

inscrit à la liste des stagiaires du barreau de Mons le 1^{er} octobre 1997 (patron de stage : Monsieur François DAOÛT)

Carrière d'enseignement (U.L.B.)

2022 – *Chargé d'enseignement – module juridique de l'Executive Master in Future-Proof Real Estate organisé par la Solvay business School, la Faculté d'Architecture La Cambre Horta et l'Ecole Polytechnique de Bruxelles (première partie)*

- 2020 – *Maître de conférences (suppléant) – séminaire d'argumentation en droits et libertés en 2^e master en droit à l'U.L.B.
cours dispensé sous la forme de l'enseignement clinique du droit (law clinic)*
- 2015 – 2020 *Assistant à l'Université libre de Bruxelles – séminaire d'argumentation en droits et libertés en 2^e master en droit*
- 2017 – 2018 *Suppléance du Pr A. SCHAUS – séminaire d'argumentation en droits et libertés en 2^e master en droit*
- 2010 – 2012 *Maître de conférences à l'Université libre de Bruxelles, en charge du cours de droit public en 3^e bachelier en sciences humaines et sociales (SHUM) à Charleroi – faculté des Sciences sociales et Politiques*
- 2008 – 2015 *Assistant à l'Université libre de Bruxelles (site de Mons) chargé des travaux pratiques de droit administratif en 3^e bachelor en droit*

Activités professionnelles complémentaires

- 01/2021 – 10/2021 *Chercheur à l'Université Saint-Louis (réalisation d'une étude relative à l'effectivité du droit au logement en Région de Bruxelles-capitale, avec le Pr. Nicolas BERNARD et Me Véronique van der Plancke)*
- 07/2004 – 07/2005 *Expert au sein de la cellule stratégique de la Ministre de la Justice*
- 01/2003 – 07/2003 *Conseiller au cabinet de la Vice-Première Ministre et Ministre de l'Emploi et de l'Egalité des Chances (cabinet vice-premier)*
- 02/2002 – 11/2002 *Attaché parlementaire mi-temps auprès d'un groupe politique au Parlement wallon – commission de l'Environnement et de l'Agriculture*

Publications et activités scientifiques

monographie

Permis de lotir, d'urbanisme et d'environnement en Région wallonne et de Bruxelles-capitale, *col. Les Dossiers du J.T.*, n° 42, septembre 2003, Larcier, 458 p.

ouvrages collectifs

Code du Développement territorial (CoDT) et Code du patrimoine commentés, Kluwer, 1^e ed., 2018 ; 2^e éd. mise à jour 2020 ; commentaires des articles D.IV.14, D.IV.15, D.IV.16, D.IV.17, D.IV.18, D.IV.19, D.IV.20, D.IV.21, D.IV.22, D.IV.23, D.IV.24, D.IV.25, D.IV.46, D.IV.47, D.IV.48, D.IV.49, D.IV.50, D.IV.51, D.IV.52, D.IV.53, D.IV.54, D.IV.55, D.IV.56, D.IV.57, D.IV.58, D.IV.59, D.IV.60, D.IV.61, D.IV.62, D.IV.63, D.IV.64, D.IV.65, D.IV.66, D.IV.67, D.IV.68, D.IV.69, D.IV.110, D.IV.111, D.IV.112, D.IV.113.

Commentaire systématique du « nouveau C.W.A.T.U.P. », Kluwer, commentaires des articles 107, 108, 109, 116 et 127, et mises à jour.

articles et participation à des conférences

« L'action en cessation d'inoccupation de logements. Eléments de procédure et retours d'expériences », *matinée d'information à destination des communes et des associations de défense du droit au logement* organisée par le Réseau brabançon pour le Droit au Logement (RBDL), 3 juin 2022.

« A quoi sert donc le secret professionnel ? Enjeux actuels et responsabilités pour demain », webinaire organisé par la Ligue bruxelloise pour la Santé mentale, 19 mai 2022.

« Le régime disciplinaire des psychologues », formation à l'attention des membres des conseils de discipline et des conseils d'appel institués auprès de la Commission des psychologues, 26 février 2021.

« Présentation des recours devant les juridictions belges », *La légalité du transfert d'armes vers l'Arabie saoudite, les Emirats arabes unis et les membres de la coalition militaire impliqués au Yémen*, conférence organisée par le Centre de Droit international de l'U.L.B. et l'Action de Recherche Concertée (ARC) *Strategic Litigation* (U.L.B.), 12 décembre 2019.

« Commerce international d'armes. Entre droit et effectivité du droit, la procession d'Echternach », *Le conflit au Yémen et la licéité des transferts d'armes : doctrines, pratiques et contentieux*, colloque organisé par l'Institut de Recherche en Droit International et Européen de la Sorbonne (IREDIÉS), Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 10 décembre 2019.

« Legal review : the arms trade treaty and Yemen », *side event* organisée par Control Arms (N.Y.) dans la cadre de la 5^e Conférence des Etats parties au Traité des Nations Unies sur le commerce des armes (CSP5), Genève, 29 août 2019.

« Géopolitics of arms, Tools and cases of denonciation from the civil society », Conférence organisée par le Centre Delàs d'Estudis per la Pau, Barcelone, 30 mai 2019.

« Contentieux en matière d'exportation d'armes en Belgique, présentation en séance plénière », *Arms Trade Workshop* organisé par The Public Interest Litigation Project (P.I.L.P.), Amsterdam, 30 janvier 2018.

« Justice réformée », cycle de conférences du Centre de droit public de l'U.L.B. consacré

aux *Justices de demain*, 12 décembre 2017.

avec A. SCHAUS, « Recours contre des mesures nationales d'austérité « volontaires » visant les normes budgétaires européennes, le cas de la Belgique », *L'austérité en procès. Mobilisations judiciaires et politiques d'austérité en Europe*, colloque organisé par l'A.R.C. « strategic litigation » (U.L.B.), les 21 et 22 septembre 2017.

« Accès à la justice et assistance d'un avocat. Textes fondamentaux et jurisprudences des Cours européennes », *Citoyens européens sans défense ?*, colloque organisé le 8 mai 2015 à Madrid par l'Associacion Libre de Abogados de Madrid et A.E.D.

« Droit à l'assistance d'un avocat au stade de l'enquête administrative : quels apports de la Directive 2013/48/UE ? », *Les effets de l'intégration des normes européennes sur la Justice en France : dérégulation ou nouvelles régulations ?*, 41^e congrès du Syndicat des Avocats de France, 9 octobre 2014, Clermont-Ferrand.

« Vous avez droit à un avocat ? Ce sera le shérif de Nottingham. Peut-on soumettre l'exercice du droit fondamental à l'assistance d'un avocat à la T.V.A. ? », colloque organisé le 29 mars 2014 à Créteil par Avocats européens Démocrates, le Syndicat des Avocats de France et le Barreau de Créteil.

« La gestion des risques industriels dans l'Union européenne », *Qui gère le risque environnemental ? la régulation juridique du risque en Europe et au Canada*, colloque organisé les 29 et 30 septembre 2011 à l'Université de Montréal par le centre de droit public de l'U.L.B. et le centre de recherche en droit public de l'Université de Montréal sous la direction de J. Poirier et H. Trudeau,

« Quels accès pour quelle justice », *Les droits de l'homme et l'efficacité de la justice*, colloque organisé par l'Association Syndicale des Magistrats (A.S.M.) le 10 décembre 2009, actes publiés aux éditions Larcier, 2010, pp. 183-196.

« La planification. Les permis délivrés par le fonctionnaire délégué. Entrée en vigueur et mesures transitoires », *Journée d'étude de la réforme du Code bruxellois de l'Aménagement du Territoire, Association de la Ville et des Communes de la Région de Bruxelles-Capitale*, 10 juin 2009.

Prise en charge du coût du procès par la partie qui succombe. Réflexion ou génuflexion ?, Journée d'étude organisée par la plateforme « Justice pour tous », « Favoriser l'accès à la justice - principes et moyens », Maison des Parlementaires, 8 décembre 2008.

« Les méthodes particulières de recherches à la lumière du droit constitutionnel et de la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme », *Journée d'étude sur « Les méthodes particulières de recherche »*, organisée le 19 mai 2006 par le Séminaire interdisciplinaire d'Etudes juridiques (SIEJ) des Facultés universitaires Saint-Louis, l'Ecole de Recherches criminologiques (ERC) de l'U.L.B. et le Syndicat des Avocats pour la Démocratie (SAD), actes publiés dans les *Dossiers de la Revue de Droit pénal et de Criminologie*, n° 14, 2007, pp. 56-77.

« Un avertissement aux « juges-escargots » ? », note sous Cass., 12 janvier 2006, *J.L.M.B.*, 2006/7, pp. 272-286.

avec E. Balate, « Publicité et mise en concurrence : quelles formalités remplir ? », *Panorama des marchés publics, actualité 2004*, Colloque IFE, 22 et 23 juin 2004.

avec E. Balate, « Quelles règles de publicité et de mise en concurrence respecter (contenu de l'avis de marché, avantage du CPV et modifications en matière de délais) », *Nouvelles*

directives Marchés public, comment vous y préparer ?, Colloque IFE, 29 et 30 avril 2004.

Le régime disciplinaire dans la fonction publique, Journée de formation organisée par le Comité de vigilance en travail social, septembre 2003.

Missions de consultant en légistique

rédaction d'un avant-projet d'ordonnance insérant dans le Code bruxellois du logement les règles de procédures applicables aux expulsions judiciaires et modifiant les moyens affectés par et au profit du fonds budgétaire de solidarité (adopté en première lecture le 28 avril 2022).

rédaction d'un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale déterminant les conditions d'octroi de l'intervention du Fonds budgétaire de solidarité mentionnée à l'article 233*duodecies* du Code bruxellois du Logement (adopté en première lecture le 28 avril 2022).

rédaction du projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale ayant donné lieu à l'arrêté du 27 mai 2010 portant exécution de l'ordonnance du 28 janvier 2010 organique de la revitalisation urbaine.

rédaction du dispositif de l'avant-projet ayant donné lieu à l'ordonnance du 28 janvier 2010 organique de la revitalisation urbaine.

co-rédaction de l'ordonnance du 14 mai 2009 modifiant l'ordonnance du 13 mai 2004 portant ratification du Code bruxellois de l'Aménagement du Territoire.

rédaction d'un avant-projet d'ordonnance modifiant le Code bruxellois de l'Aménagement du Territoire en vue de consacrer le principe de l'observation urbaine (*Doc. parl. Bxl-cap.*, sess. 2007- 2008, n°A-502/I).

Participation à des jurys (autres qu'universitaire)

membre du jury de l'examen de recrutement du directeur général de la commune de Chimay, avril-mai 2015.

membre du jury du concours de recrutement du directeur général adjoint de la commune de Montigny-le-Tilleul, octobre 2014.

membre du jury du concours de recrutement du secrétaire du CPAS de la commune de Montigny- le-Tilleul, septembre 2011.

membre du jury du concours de recrutement du secrétaire communal de la commune de Farciennes, octobre-novembre 2010.

membre du jury du concours de recrutement du secrétaire communal de la commune de Ham-sur- Heure, novembre 2009.